

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 436 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- il comunista -
Journal bimestriel en Italien
Un expl: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 436
Mai - Juin 1996
33^e année

DANS CE NUMERO

-L'offensive contre les travailleurs immigrés n'a pas de frontières

-Vaches folles: c'est le capitalisme qu'il faut abattre

-Quand Lutte Ouvrière propose une alliance au PCF

-En marge du centenaire de la mort d'Engels: Pour la défense du marxisme! (3)

-Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde: BRÉSIL

Guerre, misère, massacres : fruits sanglants du «processus de paix» au Moyen-Orient

L'agression israélienne au Liban avec le plein soutien de l'impérialisme, et les massacres qui ont suivi (1), sont une nouvelle fois la conséquence des difficultés rencontrées par Israël pour imposer l'ordre impérialiste **terroriste** aux masses de la région et avant tout aux masses palestiniennes opprimées, en dépit de toutes les mystifications sur un soi-disant avenir de paix promis par les négociations entre bourgeois. Le cessez-le-feu obtenu après les sanglants bombardements n'est qu'une pause avant de nouvelles tueries.

Lors de la signature des accords de paix entre Israël et l'OLP, nous écrivions que «cet accord ne mettra fin ni à l'oppression ni à la révolte contre celle-ci» et nous avertissions que «l'avenir apprendra (aux prolétaires et aux masses de Gaza) que «l'autonomie» et toutes les aides promises ne résoudront aucun de leurs problèmes et que la police palestinienne (...) se révélera un ennemi tout aussi implacable et un adversaire tout aussi résolu de leur lutte d'émancipation» (2).

Deux ans et demi de «processus de paix» ont amplement confirmé notre analyse. Contrairement à ce que prétendaient les bourgeois et ce que répétaient stupidement leurs dupes pacifistes, toutes les contradictions n'ont fait qu'empirer. Les habitants des territoires passés sous contrôle de l'Autorité palestinienne ont sans aucun doute connu le vif soulagement de la disparition de l'occupation par la soldatesque israélienne avec son couvre-feu, ses arrestations et ses exactions de toutes sortes. Mais l'enthousiasme initial a peu à peu laissé la place au désenchantement quand les prolétaires et les masses déshéritées se sont aperçues que leur condition misérable ne s'améliorerait pas, mais empirait même. Les bouclages répétés des territoires par l'armée israélienne, selon la méthode typiquement coloniale de la **punition collective**, ont eu pour conséquence d'aggraver le chômage endémique à Gaza et de précipiter des milliers de familles dans la misère. Le blocus instauré après les derniers attentats suicide du Djihad

(Suite en page 7)

Solidarité de classe avec les sans papiers et les prolétaires immigrés!

Avec les lois Pasqua en 1993 le gouvernement d'alors avait donné un tour de vis supplémentaire contre les prolétaires immigrés, sous le prétexte de lutter contre un afflux supposé d'immigrés «clandestins» (le qualificatif clandestin a été choisi à dessein pour donner l'image la plus inquiétante possible des étrangers). Le résultat a été non pas de stopper ce prétendu afflux, ni même d'augmenter de façon très sensible les expulsions, mais d'augmenter encore un peu plus la pression policière, administrative et judiciaire contre les travailleurs immigrés et leurs enfants ainsi que, *conséquence obligée*, de légitimer une nouvelle fois le racisme et la xénophobie, donc de **encourager** avec tout ce que cela implique de comportements xénophobes aussi bien dans les services d'Etat que dans la population, crimes racistes

Bien souvent les services préfectoraux font du zèle anti-immigrés en aggravant de leur propre chef les exigences légales ou en refusant de se soumettre à des décisions de justice. Au delà des drames individuels intolérables dont la presse se fait l'écho de temps à autre (parents expulsés en étant obligés d'abandonner leurs enfants, jeunes expulsés dans un pays où ils n'ont plus d'attaches, malades expulsés alors qu'un traitement dans leur pays d'origine est problématique, etc.), il est nécessaire de comprendre que ces lois, comme toutes les mesures similaires déjà prises, ne s'expliquent pas par une volonté raciste de leurs auteurs. Elles répondent en fait à une stratégie

bien arrêtée et de grande ampleur: **paralyser la classe ouvrière** en soumettant sa fraction immigrée à un despotisme maximal pour mieux pouvoir la plier à toutes les exigences du capital, tout en aiguisant ses concurrences et divisions internes suivant les races ou les nationalités. Lorsque la situation économique devient difficile les étrangers font office de bouc-émissaires de la crise, ils sont désignés comme responsables des difficultés subies par les travailleurs nationaux; c'est ce qui se passait déjà dans les années trente où la proportion de travailleurs étrangers était comparable à ce qu'elle est aujourd'hui.

Confronté au spectre de la réapparition de grandes luttes sociales et face à

une détérioration de la situation économique, le gouvernement Juppé a pris la décision de relancer spectaculairement les attaques contre les prolétaires immigrés à la fois pour réactiver le garde-fou à la lutte ouvrière constitué par le racisme et pour retrouver une base politique indispensable à la survie d'un gouvernement, dans la foulée de l'opération «Vigipirate». Le ministre de l'Intérieur Debré, à qui l'on devait déjà la reprise des charters d'expulsés, a fait savoir aux médias que des projets de durcissement des lois Pasqua étaient en préparation. Ses services ont fortement influencé le rapport parlementaire sur

(Suite en page 2)

La Commune de Paris et la Russie des soviets

(EXTRAITS DE «TERRORISME ET COMMUNISME» DE LÉON TROTSKY)

Léon Trotsky écrit en 1920 son «Terrorisme et Communisme» en réponse à l'ouvrage du même titre écrit par Karl Kautsky, le grand théoricien de la social-démocratie allemande et internationale devenu après la guerre le porte-parole du courant appelé «centriste» par les bolchéviks. Tout en se disant marxiste orthodoxe, en reconnaissant en paroles la nécessité du parti de classe, de la révolution et de la dictature du prolétariat, en cherchant même (et en y réussissant parfois) à adhérer à la III^e Internationale, ce courant était en fait anti-marxiste et non-communiste; vidant les notions les plus fondamentales du marxisme de leur sens en leur donnant une interprétation libérale, pacifiste et démocratique, il sabotait insidieusement - quand il ne s'y opposait pas ouvertement - l'organisation révolutionnaire du prolétariat et la préparation de l'affrontement avec le pouvoir bourgeois. A propos de la Commune, Kautsky exaltait ainsi tous les côtés faibles de cette insurrection et les présentait comme des exemples à suivre par opposition à l'action des bolchéviks. Trotsky rappelle au contraire dans son chapitre consacré à la Commune, dont nous ne

citons ici qu'un court extrait, que ce sont précisément ces côtés faibles qui doivent être absolument surmontés si le prolétariat veut éviter de connaître le sort tragique des communards parisiens massacrés par dizaines de milliers par la bourgeoisie.

Au début des années vingt, la lutte frontale et menée jusqu'au bout contre le centrisme était la condition pour que puissent se constituer d'authentiques partis communistes et le livre de Trotsky était une arme puissante dans ce but. Mais, à l'exception de l'Italie où la Gauche, avant d'être écartée de la direction du parti par l'Internationale, mena une bataille intransigeante, cette lutte fut bâclée dans la plus part des pays; les jeunes partis communistes, nés sur des bases incertaines, succombèrent en quelques années à la dégénérescence opportuniste caractéristique de la vieille social-démocratie qu'ils avaient contribué à répandre dans l'Internationale.

Aujourd'hui où pullulent sous des dehors «révolutionnaires» des organisations **authentiquement centristes**, les attaques de Trotsky contre les «kautskystes» sonnent comme une condamnation sans appel des trotskystes actuels: «*les Internationalistes qui trouvent possible de collaborer aujourd'hui encore avec Kautsky, Longuet et Turati, d'apparaître devant*

les masses ouvrières au coude à coude avec eux (Qu'aurait dit Trotsky en voyant un de ses disciples coude à coude à Bercy avec un Robert Hue, auprès de qui un Kautsky prend des allures de dangereux extrémiste?), *renoncent par là même en fait à la préparation idéologique et organisationnelle du soulèvement révolutionnaire du prolétariat, que ce soulèvement se produise un mois ou un an plus tôt ou plus tard. Pour que le soulèvement ouvert des masses prolétaires ne s'émiette pas en tardives recherches d'une voie et d'une direction, il faut que de larges cercles de prolétaires apprennent dès maintenant à embrasser dans tout leur ensemble les tâches qui leur incombent, ainsi que toute l'incompatibilité entre ces tâches et les formes variées de kautskysme et d'esprit de conciliation*» (Postface à Terrorisme et communisme).

L'IMPRÉPARATION DES PARTIS SOCIALISTES DE LA COMMUNE

La Commune de Paris de 1871 a été la première tentative - faible encore - de domination de la classe ouvrière. Nous chérissons le souvenir de la Commune en dépit de son expérience par trop restreinte, du manque de préparation de ses membres, du caractère confus de son programme, de l'absence d'unité de ses dirigeants, de l'irréparable confusion dans l'exécution et

(Suite en page 4)

Solidarité de classe avec les sans papiers et les prolétaires immigrés!

(Suite de la page 1)

l'immigration qui a fait grand bruit. Les rapporteurs s'inspirent de certaines mesures anti-immigrés mises en place dans l'Etat américain de Californie et que l'extrême droite républicaine voudrait étendre à tous les Etats-Unis (refus d'accès aux soins des sans papiers, refus de scolariser leurs enfants) et en ont ajouté d'autres comme les prises d'empreintes digitales pour tout demandeur de visas venant de «pays à risque» (1), le fichage de toutes les personnes hébergeant des étrangers, l'extension de la durée maximum d'internement sans intervention judiciaire des sans-papiers à 45 jours (contre 10 actuellement), etc.

Une semaine plus tard un rapport d'enquête parlementaire dénonçait les foyers de travailleurs immigrés comme des lieux de trafics de toutes sortes, des «zones de non-droit où se reconstituent par ethnies les villages communautaires africains», où - horreur! - les smicards «avec des dépenses représentant au total 1500 F par mois peuvent dégager une épargne de 3.400 F par mois transférée au pays d'origine, ce qui ne peut que favoriser un flux d'immigration clandestine» (?). Le rapport préconisait comme «traitement radical» la destruction de plusieurs dizaines de foyers et le retour au droit (renforcement des contrôles, expulsion systématique des clandestins, etc) et aux règles saines de l'économie («démantèlement» des «systèmes d'économie parallèles») pour les autres de façon sans doute que l'intégralité des salaires des smicards puisse être dévoré sur place par des entreprises bien françaises!

Début mai c'était au tour d'un rapport parlementaire sur la fraude de désigner comme principaux responsables les travailleurs immigrés clandestins et les fraudes aux prestations sociales et au RMI (accusation classique des racistes contre les travailleurs immigrés). Après avoir avancé le chiffre invraisemblable de 800.000 immigrés clandestins (bien évidemment pour accréditer l'idée d'une invasion étrangère), les rapporteurs réclament la création d'une direction unique chargée de surveiller l'entrée, le séjour des étrangers et l'expulsion de ceux en situation irrégulière, l'allongement à un mois des délais de «rétention» (lire: emprisonnement sans jugement pour les sans-papiers en instance d'expulsion) et la capacité des centres de rétention; ils s'indignent que «les services de l'ANPE se refusent le plus souvent à appeler la police» quand un travailleur étranger en situation irrégulière cherche à s'inscrire. Curieusement nos députés ne se sont pas indignés de la fraude fiscale des entreprises ou des bourgeois bien qu'elle soit sans commune mesure avec les fraudes au RMI ou les prestations touchées par les sans papiers...

LA CAMPAGNE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE EST UNE MENACE DIRECTE CONTRE TOUS LES PROLETAIRES IMMIGRÉS

La lutte pour leur régularisation des 300 travailleurs africains sans papiers qui ont occupé l'Eglise Sainte Ambroise à Paris est le premier signe qu'une riposte de masse est possible et que la lutte donne de meilleurs résultats que les actions individuelles. Pour la première fois depuis longtemps le gouvernement a été contraint de lâcher du lest et d'accepter que des régularisations

aient lieu. Mais cette lutte est difficile. Trop confiants dans l'Eglise les militants des associations de soutien n'avaient pas imaginé que les autorités catholiques soient assez jésuites pour demander l'intervention des CRS au même moment où elles assuraient les sans papiers de leur solidarité. Trop confiants dans la force des personnalités médiatiques, ils avaient cru que la venue de l'Abbé Pierre et sa rencontre avec Juppé serait une garantie contre l'intervention des CRS. Plusieurs dizaines de travailleurs payèrent de leur expulsion du territoire cette série de bévues. Mais la détermination de ces sans papiers, comme de ceux des Yvelines qui s'étaient lancés dans une grève de la faim, a fini par porter malgré tout ses fruits, même si à l'heure où nous écrivons les promesses de régularisation restent à être confirmées.

Cet épisode montre donc que la lutte est possible mais que les obstacles sont nombreux et que les faux amis des travailleurs sont légions. La Cimade et autres organisations chrétiennes qui se sont imposées dans le soutien aux sans papiers en raison de leurs possibilités matérielles et de leurs liens avec les institutions, n'agissent que pour défendre le statu quo social. «Aujourd'hui le gouvernement doit faire un geste d'apaisement sur l'immigration. Car si la forme de lutte choisie par les africains de St-Ambroise se généralisait, la situation deviendrait vite incontrôlable» déclare le président de la Cimade, montrant ce qui le motive vraiment (2). SOS Racisme qui, comme l'archevêque de Paris avait dénoncé dans l'occupation de St Ambroise une «manipulation politique» par des extrémistes, respectueux des consignes du PS, en arrive maintenant à admettre les lois Pasqua. Quant au PCF, sa présence dans le soutien aux sans papiers africains de Sainte Ambroise ne peut faire oublier son soutien constant au contrôle de l'immigration, ses pratiques anti-immigrées dans les municipalités qu'il dirige et dont Hue est le triste symbole et son chauvinisme fondamental. En outre cette présence lui permet plus aisément de mener son action modératrice et collaborationniste parmi les forces qui soutiennent les sans papiers. Il a suffi par exemple que Juppé annonce renoncer pour l'instant à promulguer une nouvelle loi durcissant les mesures anti-immigrés pour que le PCF obtienne l'abandon de la manifestation nationale de protestation contre les lois Pasqua et de soutien aux sans papiers. Pourtant cette déclaration de Juppé est tout sauf un recul puisqu'il a affirmé que le gouvernement s'emploierait à faire appliquer avec plus de rigueur ces lois Pasqua. De plus le climat xénophobe créé par les différents rapports parlementaires abondamment diffusés par les médias, ainsi que par d'autres initiatives gouvernementales ou des opérations de police très médiatisées contre des ateliers clandestins, ne s'est pas dissipé.

SOLIDARITÉ AVEC LES SANS PAPIERS!

La lutte contre les lois Pasqua, pour l'abolition toutes les mesures discriminatoires et vexatoires envers les immigrés et contre le contrôle de l'immigration est une nécessité impérieuse pour surmonter la division au sein du prolétariat. Lorsqu'une partie du prolétariat reste corvéable à merci par les capitalistes, lorsqu'elle reste soumise à un véritable état d'exception, victime des

harcèlements policiers et judiciaires, cible désignée à tous les débordements racistes, le prolétariat tout entier est profondément affaibli face à l'ennemi de classe.

La solidarité avec les sans papiers ne doit donc ni ne peut se mener au nom des idéaux intemporels de la Démocratie ou de la Justice - fumisteries idéologiques qui camouflent toujours la sordide réalité bourgeoise - mais au nom des intérêts de classe prolétariens les plus vitaux. Mais c'est dire aussi qu'il n'est pas possible de compter dans cette lutte sur une alliance avec des organisations de collaboration de classes qui veulent avant tout déminer le terrain social, comme les organisations religieuses, ou avec des organisations social-chauvines, pro-impérialistes, qui sont responsables des divisions entre prolétaires et qui n'attendent que le meilleur moment pour étrangler la lutte, comme le PCF; ni non plus sur les organisations toujours empressées de conclure de telles alliances et de brider pour cela le mouvement. La solidarité avec les prolétaires immigrés ne peut être véritablement efficace que si elle est conçue et menée sur le terrain de classe, avec les méthodes et les moyens de classe (grève, solidarité ouvrière, organisation et autodéfense prolétarienne, etc.) en rupture nette avec les méthodes interclassistes de la démocratie. Alors elle prépare et contribue aussi à

la reprise générale de la lutte prolétarienne contre le capitalisme, seule capable d'abolir toutes les discriminations et d'unir, au feu des luttes, tous les détachements nationaux de la classe ouvrière internationale.

**-RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS PAPIERS!
-SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE AVEC LES PROLÉTAIRES IMMIGRÉS ET LEURS LUTTES!
-NON AU CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION!**

(1) Après ces critiques le rapport de la caverne des brigands qu'est l'ONU, demande au gouvernement français, avec un humour involontaire, de rendre les lois Pasqua plus humaines, d'être plus généreux dans l'octroi de visas aux habitants de pays du sud, de faire accélérer l'examen des personnes détenues dans les centres de rétention et d'améliorer les conditions de ces centres et, enfin... de songer à élaborer et de diffuser un programme d'enseignement des droits de l'homme! Avec un humour tout aussi grand, le ministère français des Affaires Etrangères a répondu qu'il avait «pris bonne note» de ce rapport: entre gens du même monde, on sait ce que valent ce genre de rapports et recommandations: zéro.

(2) Cf «Le Monde», 28/3/96

L'offensive contre les travailleurs immigrés n'a pas de frontières

Parallèlement à l'aggravation des attaques capitalistes contre la classe ouvrière dans le monde, les pressions, tracasseries et répressions contre les prolétaires immigrés se généralisent de plus en plus à tous les pays, y compris à des pays qui ont toujours été des terres d'émigration comme les Etats-Unis. Comme ce qui se passe en France, le but n'est pas de stopper l'immigration nécessaire à une partie des entreprises capitalistes, mais de renforcer le contrôle de cette immigration pour mieux l'adapter aux fluctuations du marché du travail, de renforcer la pression sur cette partie de la classe ouvrière pour la plier encore plus facilement aux besoins capitalistes et enfin de faire ainsi pression sur l'ensemble de la classe en aiguisant la concurrence entre nationaux et immigrés tout en aggravant les divisions chauvines et racistes qui la paralysent.

La question de la lutte contre l'immigration clandestine est devenue aux Etats-Unis un thème important de la vie politique. La Californie, riche Etat industriel riverain du Mexique et où une partie significative de la classe ouvrière est d'origine mexicaine, a ainsi adopté toute une série de règlements et de mesures xénophobes anti-immigrés (mesures reprises dans le récent rapport parlementaire français sur l'immigration), comme par exemple le refus d'accès aux soins ou à la scolarisation des enfants. L'ultra-conservateur Pat Buchanan, candidat malheureux à l'investiture républicaine pour les prochaines élections présidentielles, avait axé en grande partie sa campagne sur une surenchère anti-immigrés et racistes que même le Front National hésiterait à reprendre en France. Mais cette propagande, ouvertement orientée en partie vers la classe ouvrière blanche, lui avait permis de remporter quelques

succès initiaux et elle a contraint le candidat officiel à durcir son discours. De son côté le président Clinton a réagi en organisant quelques opérations de police contre des ateliers employant de la main d'oeuvre sans-papiers, pour faire la démonstration que, lui, il agissait vraiment contre les prolétaires «clandestins» (qui ne sont en fait clandestins que par une situation juridique qui les prive de tout droit et les contraint à accepter des conditions de vie et de travail inhumaines).

A la mi-mars une réunion ministérielle a eu lieu dans la ville mexicaine de Puebla entre les représentants des Etats-Unis et ceux des pays d'Amérique centrale sur le thème de l'immigration. La délégation de Washington voulait aboutir à une condamnation de l'immigration clandestine et à un renforcement de l'action policière contre les filières de l'immigration, tandis que le Mexique et les autres pays entendaient bien maintenir la soupape de sécurité que constitue pour eux l'émigration de prolétaires qui ne peuvent trouver d'emplois dans leur pays. Le ministre guatémaltèque déclarait ainsi: «les migrations sont gouvernées par les lois de l'offre et de la demande, et il n'y a aucune raison pour que le travail soit exclu de la libre circulation des capitaux et des marchandises qui caractérise le processus actuel de mondialisation de l'économie». La logique bourgeoise était avec lui: le prolétaire étant une marchandise, les lois du marché doivent lui être appliquées comme à toute autre marchandise! En fait les américains n'entendent pas fermer leur frontière à l'immigration car il sont besoin de ces travailleurs. La résolution finale affirme donc les effets bénéfiques de l'immigration, avant d'appeler à une coopération policière accrue contre l'immigration clandestine et à

L'offensive contre les travailleurs immigrés

un renforcement de la législation et à une augmentation des pouvoirs de la police contre celle-ci. Bref elle appelle à un renforcement du flicage et des pressions policières contre les prolétaires migrants, c'est-à-dire à un renforcement du contrôle de l'immigration: décidément les prolétaires ne sont pas une marchandise comme les autres...

A un autre bout de la planète, dans ce sud-est asiatique qui accumule les records de taux de croissance économique (tout en étant encore à des niveaux de développement capitaliste très bas), le thème de la lutte contre l'immigration clandestine commence à apparaître, particulièrement en Malaisie et en Thaïlande. En Malaisie il y a plus d'un million de travailleurs étrangers (le huitième de la main d'oeuvre totale) dont 500.000 environ sans papiers. Ils occupent en général des emplois mal payés et physiquement éprouvants (dans les plantations, la construction, les usines, etc.) que les travailleurs malais peuvent plus facilement refuser aujourd'hui. En Thaïlande le nombre de travailleurs étrangers sans-papiers est estimé à plus de 2 millions sur une population active totale de 35 millions. La plupart de ces travailleurs «clandestins» viennent de Birmanie, du Cambodge, du Laos et de Chine et occupent des emplois dans la pêche, la construction, l'agriculture et l'industrie textile. Les autorités accusent les étrangers d'être responsables de la délinquance, des maladies, etc., attisant ainsi le racisme et la xénophobie ambiante. Un responsable malais a déclaré: «Nous avons besoin d'étudier les expériences des nations développées comme la France et l'Allemagne qui ont fait face à des problèmes de sécurité vis-à-vis de travailleurs étrangers venant de pays africains et arabes et de Turquie» (1) ! Où l'on voit comment les bourgeoisies dans le monde se transmettent leurs expériences anti-ouvrières...

Ce n'est pas par hasard que les bourgeoisies européennes sont au premier rang pour enseigner aux autres moins développées comment contrôler les migrations prolétariennes. Elles sont sans cesse en train d'expérimenter dans ce domaine, non seulement dans les pays traditionnels d'immigration comme la France, mais même dans des pays qui autrefois étaient des pays d'émigration, comme l'Espagne ou l'Italie. Les autorités espagnoles sont en train de mettre en pratique des mesures de régularisation des sans-papiers analogues à celles prises en 1981 par le nouveau gouvernement français PS-PCF: ces régularisations étaient le point de passage nécessaire pour arriver à un contrôle plus efficace et à un arrêt ou à un freinage réel des mouvements spontanés des prolétaires par delà les frontières. De même l'Etat italien avait suivi cet exemple en promulguant des lois de contrôle de l'immigration en 1990 (loi dite Martelli, du nom de son auteur, le ministre socialiste de la justice). Ces lois n'ont pas empêché, mais ont en quelque sorte officialisé le développement du racisme et de la xénophobie dont la manifestation la plus violente a été les pogroms anti-immigrés en juillet 93 dans le grand port de Gênes. Alors que le directeur général de la Confindustria (le CNPF italien) déclarait «nous avons besoin de la main d'oeuvre immigrée» (2), les formations politiques de droite et de gauche entonnent le discours bien connu ici de la lutte contre l'immigration clandestine...

En ligne avec ce qui se passe ailleurs en Europe, en Grande-Bretagne le Parti Conservateur a fait passer une loi sur le droit d'asile et l'immigration qui

tend à rendre plus difficile encore l'obtention du droit d'asile (bien que déjà 78% des demandes soient déjà refusées) et plus faciles les reconductions à la frontière et qui a surtout l'objectif politique de désigner les étrangers comme les responsables des difficultés de toutes natures infligées aux travailleurs par le capitalisme.

Ce très bref tour d'horizon, que nous aurions pu allonger en évoquant par exemple le cas de pays africains ou arabes, c'est-à-dire de pays d'émigration mais où existe aussi une immigration de travailleurs venus de pays plus pauvres et moins développés, montre que la fraction migrante des prolétaires est partout soumise au même sort. Lénine notait déjà: «le capitalisme a créé une sorte particulière de transmigration des peuples. Les pays dont l'industrie se développe rapidement, utilisant davantage de machines et évinçant les pays arriérés du marché mondial, relèvent chez eux les salaires au dessus de la moyenne et attirent les ouvriers salariés des pays arriérés. Des centaines de milliers d'ouvriers sont ainsi trans-

plantés à ces centaines de milliers de verstes. Le capitalisme avancé les fait entrer de force dans son tourbillon, les arrache à leurs contrées retardataires, les fait participer à un mouvement historique mondial et les met face à face avec la classe internationale, puissante et unie des industriels»; et il ajoutait:

«Nul doute que seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie, que les capitalistes exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers immigrés. Mais seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressive de cette moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de délivrance du joug du capital sans développement continu du capitalisme, sans luttes de classes sur son terrain. Or c'est précisément à cette lutte que le capitalisme amène les masses laborieuses du monde entier, en brisant la routine rancie de l'existence locale, en détruisant les barrières et les préjugés nationaux, en rassemblant les ouvriers de tous les pays dans les plus grandes fabriques et mi-

nes d'Amérique, d'Allemagne, etc.» (3).

Face à la classe des industriels, le prolétariat devra donc nécessairement se constituer lui aussi en classe internationale, puissante et unie sur la base même des conditions matérielles que crée malgré lui le capitalisme s'il veut résister à ce dernier, puis l'abattre. La lutte contre toutes les mesures anti-immigrés dans tous les pays, n'a donc rien à voir avec un quelconque souci humaniste, mais doit être comprise comme un point central des efforts en direction de l'unification du prolétariat et en direction de la reprise du combat de classe révolutionnaire internationale. Il s'agit donc d'une lutte prolétarienne et non démocratique, classiste et non populaire et multi-classiste.

(1) cf «International Herald Tribune», 8/4/96.

(2) cf «Le Monde Diplomatique», janvier 1994.

(3) Lénine, «Le capitalisme et l'immigration des ouvriers», Oeuvres, tome 19, p. 488.

Vaches folles : C'est le capitalisme qu'il faut abattre!

Une dizaine en Grande-Bretagne, deux en France, tel est à l'heure actuelle le nombre de victimes humaines de la maladie de la «vache folle», cette maladie nouvelle, apparue en 1985 en Grande-Bretagne (1). Tout laisse craindre que ce bilan ne soit que provisoire parce que l'incubation de la maladie semble durer plusieurs années et que des millions de personnes ont consommé de la viande contaminée et aussi parce que les autorités, notamment en France, ne s'empressent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, de rendre public le nombre de malades. D'autre part certains scientifiques estiment qu'une partie des cas de la maladie d'Alzheimer pourraient en faire partie.

C'est que, bien avant d'être un problème de santé publique, la maladie de la vache folle est un problème de santé du capital. Les scientifiques sont aujourd'hui encore incapables de déterminer le mode de propagation et la nature de l'agent infectieux qui en est responsable. Pendant des années les experts et les scientifiques - souvent les mêmes - ont assuré imperturbablement qu'il n'y avait aucun danger à consommer de la viande de boeuf en dépit des ravages de la maladie. Echec de la science?

JAMAIS LE CAPITALISME NE POURRA PRODUIRE UNE ALIMENTATION SAINTE

La science n'est pas une activité neutre, désintéressée, dans le cadre de laquelle de braves savants, au dessus des contingences matérielles terre-à-terre, poursuivraient une oeuvre altruiste pour le bien de l'humanité toute entière. Comme toutes les activités organisées par cette société, la science et la technique répondent aux besoins du capital et obéissent à ses lois.

Si l'agriculture en régime capitaliste est toujours à la traîne par rapport aux progrès de l'industrie, c'est parce que les obstacles naturels (rythme des saisons, cycles biologiques, compositions des sols, natures des climats, aléas naturels, etc.) à la rotation du capital sont autant de freins à l'investissement. La science et la technique bourgeoises s'emploient donc à surmonter autant que possible ces obstacles. Pour ce qui est de l'élevage, des croisements de races arrivent à sélectionner des animaux correspondant le mieux aux besoins des marchés (produisant davantage de lait ou de viande, etc.) avant que demain les progrès de la génétique arrivent à produire directement et rapidement des races plus productives. Les poulets sont élevés en batteries, nourris artificiellement et envoyés à l'abattoir sans jamais avoir vus le soleil: «Le poulet export dispose de 36 jours (s'il ne meurt pas avant) pour peser 1,4 kg, se faire plumer, vider, mettre sous plastique et contribuer à la balance commerciale française. Autant dire que si on laisse faire la nature, on n'est pas rendu, ni payé. Dans son hangar, il suit un régime à base de granulés dont la composition est fixée par un logiciel intégrant les caractéristiques nutritionnelles des aliments, leur prix et les besoins en énergie,

protéines, calcium, acides aminés de la volaille. La formule évolue en permanence suivant les cours des céréales, des protéagineux, des farines de viande et de poissons, (à la bourse) de Chicago» (2).

Les choses sont un peu similaires pour les veaux élevés en batterie (et pour certaines races de vaches laitières). Les exploitants britanniques ont su le mieux s'adapter à la demande du marché européen, en quelques années la production de veaux et de viande destinées à l'exportation principalement vers l'Europe, s'est formidablement accrue. Pour comprimer les coûts l'élevage en batterie avec son alimentation artificielle est devenue la règle. Les scientifiques américains avaient mis au point une méthode permettant de produire des farines alimentaires pour les bovins à partir de viande, de carcasses d'animaux. Un formidable marché s'est ouvert pour cette technique qui permet de rentabiliser les résidus et les déchets des abattoirs dont on ne savait que faire, tout en produisant une nourriture à des prix défiant toute concurrence. En outre cette technique a permis de résoudre en Grande Bretagne le problème épineux de la maladie de la «tremblante» qui touche jusqu'au tiers du cheptel ovin (selon toutes probabilités les causes de cette gigantesque épidémie sont, elles aussi, à rechercher dans les conditions d'élevage des ovins): les animaux abattus pouvaient être rentabilisés en les recyclant en alimentation pour les bovins! Dans la course inévitable à la rentabilisation et à la recherche du profit, les abattoirs britanniques adoptaient les uns après les autres à partir de 1980 une nouvelle technique mise au point par les scientifiques locaux pour «améliorer» le procédé américain de fabrication de farines, cette «amélioration» signifiant que la nouvelle technique était moins coûteuse.

Entre autres choses les résidus de viande étaient chauffés à une température plus basse, ce qui permettait des économies importantes de fuel... D'autre part, sous la pression du lobby des producteurs, très influent paraît-il auprès du Parti Conservateur, les contrôles sanitaires des abattoirs et des négociants en viande étaient privatisés: les vétérinaires contrôleurs sont désormais payés par les sociétés et entreprises contrôlées. «Des particuliers et, plus souvent, de grandes sociétés qui salarient plusieurs dizaines de vétérinaires proposent leurs services aux sociétés d'exportation et d'abattage à des prix défiant à toute concurrence. Ce qui introduit d'étranges relations d'affaires», écrit «Le Monde» qui cite le témoignage d'une vétérinaire licenciée pour avoir refusé de signer des certificats sanitaires alors que le contrôle est dans les faits impossible: «Ce que j'ai découvert est odieux. Il est des lieux où des organes supposés hautement contaminés côtoient la viande saine. Il est des usines qui procèdent à la fois à la transformation des viandes et à l'incinération des bêtes (au mépris des règles d'hygiène élémentaires - NdIR). Quant à l'exportation, son système de contrôle est pipé. Les certificats de complaisance sont légion... la France, c'est sûr, a reçu beaucoup de nourriture infectée» (3). Selon des chiffres officiels 48% des abattoirs britanniques ne respecteraient pas la réglementation sanitaire et feraient courir des risques à la population. Les très rares scientifiques qui dès les premières années de l'épidémie insistent sur son danger sont ridiculisés et réduits au silence, les travaux sur cette maladie arrêtés. Par contre un comité scientifique officiel est constitué en 1988, deux ans après le début de l'épidémie, alors que des centaines d'animaux malades ont déjà tranquillement été vendus sur le marché. Sa première recommandation est la destruction des cadavres d'animaux atteints par la maladie. Par mesure d'économie, le gouvernement décide de n'indemniser les paysans qu'à hauteur de 50% de la valeur des animaux abattus. Comme il n'existe aucun contrôle sanitaire efficace, la réaction des éleveurs, selon tous les témoignages, sera de vendre les bêtes sur le marché aux premiers signes de la maladie, plutôt que de perdre de l'argent en les déclarant malades.

Le comité scientifique annonce enfin en 1989 que la cause de la maladie se trouve dans la consommation de farines produites à partir de viande ovine infectée. L'interdiction de cette nourriture aux bovins (elle reste autorisée pour les porcs et la volaille et elle continuera à être exportée pendant quelque temps), ayant été décidée par le gouvernement dès 88, l'épidémie s'éteint

(Suite en page 4)

Vaches folles : C'est le capitalisme qu'il faut abattre!

(Suite de la page 3)

dra d'elle-même sans que n'existe aucun risque pour la santé humaine, estime le comité qui juge en outre opportun de saluer la rapidité d'action du gouvernement, et la bonne volonté des éleveurs et de l'industrie agro-alimentaire! Le gouvernement et les producteurs ne vont dès lors cesser de répéter qu'il n'y a aucun danger et que la viande produite est saine. Au niveau international, les autres Etats sont souvent moins précautionneux encore que les britanniques; il a fallu 4 ans pour que la Commission européenne se décide à préconiser l'interdiction de l'alimentation des animaux d'élevage par des farines d'origine animale, interdiction toujours limitée à l'heure actuelle aux seuls bovins. L'Organisation Mondiale de la Santé n'a pas encore réussi à arrêter une position en raison d'un «manque de consensus» en son sein...

Mais les années passent et l'épidémie s'amplifie au lieu de diminuer: 2.185 cas officiellement reconnus en 1988, 25.025 en 1991, 36.755 en 1993 (un total de 123.000 cas avait été reconnu en 1994 depuis le début de l'épidémie). En 1994 le gouvernement britannique explique que c'est la conséquence de la malhonnêteté de certains éleveurs et industriels qui auraient continué à produire et à utiliser des farines interdites: il y aurait 80 % de fraudeurs! Un autre comité scientifique, qui depuis 1989 demandait sans succès que des études soient faites de façon «urgente» sur la possibilité de transmission à l'homme, estime que le nombre de cas officiels n'est qu'une fraction des cas réels (selon leurs estimations en 1993 et 94 seuls 40 % des cas auraient été officiellement reconnus) et que les britanniques auront fin 95 consommé un million et demi de vaches infectées et il demande une enquête approfondie sur l'état de santé véritable des animaux de boucherie qui ne présentent pas encore de symptômes. Mais il n'a pas davantage de succès: «trop cher» est la réponse officielle!

Ce n'est pas qu'en Grande-Bretagne que l'on a refusé tout travail scientifique sur la maladie de la vache folle. Un rapport sur les possibilités de transmission de cette maladie à l'homme, présenté au gouvernement français en 1992, «énonçait l'existence de risques pour l'homme ainsi que la possibilité d'une propagation de la maladie dans le bétail» et demandait «des mesures pour renforcer l'effort de recherche en France et des mesures sanitaires» (4); les gouvernants socialistes, pourtant empêtrés dans les démêlés judiciaires du sang contaminé, s'empressent de... ne rien faire. En Suisse, pays où l'épidémie a été la plus virulente après la Grande-Bretagne, un spécialiste de ce genre de maladies estime que «des travaux auraient dû être mis en oeuvre depuis plusieurs années» comme il l'avait «proposé à plusieurs reprises» (5).

Quand des travaux ou des recherches risquent de porter atteinte à de gros intérêts, l'Etat ne débloquent jamais de crédits, même si l'enjeu est la santé de millions de personnes. C'est une règle de base dans la société capitaliste, jusque dans l'ultra-civilisée et ultra-démocratique Grande Bretagne, considérée comme un modèle d'organisation de la Santé Publique, que le sort des êtres humains passe toujours après les impératifs du profit! Le scandale du sang contaminé l'avait démontré, l'affaire de la vache folle l'illustre à nouveau, avec cette aggravante que ce n'est plus seulement une maladie mortelle qu'on laisse se répandre pour sauver les intérêts d'une entreprise censée travailler pour la santé des populations (l'Institut Pasteur) ou pour sauver les finances d'une institution médicale (le Centre de

Transfusion Sanguine), mais c'est bel et bien une **maladie nouvelle** qui est créée et transmise à l'homme afin de ne pas léser les profits d'une catégorie de capitalistes...

**CE NE SONT PAS LES VACHES
QU'IL FAUT ABATTRE, MAIS LE
CAPITALISME !**

Pour les réformistes de toute espèce, le thatcherisme ou le «libéralisme» sont les causes de cette catastrophe, et pas le capitalisme en tant que tel. Un capitalisme suffisamment réglementé, suffisamment démocratisé, notamment grâce à l'intervention de l'Etat, permettrait de protéger les citoyens. Mais l'affaire de la vache folle n'est que l'une de ces perpétuelles affaires qui n'ont cessé d'accompagner l'histoire du capitalisme bien avant Thatcher. Il y a un siècle le socialiste allemand Bebel dénonçait dans son ouvrage classique («La femme dans le passé, le présent et l'avenir») la fraude dans la production des matières alimentaires, l'existence d'usines entières consacrées à la falsification de celles-ci, comme une conséquence inévitable de la société bourgeoise. Le développement du capitalisme ni les fameux progrès de la démocratisation n'ont pas fait disparaître ce genre d'activités, comme le voudrait la propagande réformiste. Bien au contraire, les conséquences catastrophiques des activités anti-sociales liées à la recherche du profit se sont énormément accrues dans le capitalisme ultra-moderne actuel. Sans vouloir faire une liste exhaustive, nous pouvons rappeler les empoisonnements à l'huile frelatée en Espagne ou la maladie due aux rejets de mercure par des industries au Japon. En dehors de ces affaires exceptionnelles particulièrement meurtrières, il faut relever que les progrès de l'alimentation industrielle vont de pair avec une augmentation des risques sanitaires; c'est ainsi qu'en France le nombre d'intoxications alimentaires a triplé en vingt ans, passant de 50.000 en 1974 à 150.000 en moyenne ces dernières années (dont 60 à 100 mortelles). Selon la Direction de la répression des fraudes, en 1994 «20% des champignons examinés étaient radio-actifs (...); tous les échantillons de poivre moulu, de piment moulu et d'amandes en poudre contrôlés contenaient des aflatoxines; des traces de métaux lourds (cadmium, plomb) étaient reproductibles dans les 3/4 des petits pots pour bébés; des arômes de synthèse, indûment annoncés naturels, parfumaient presque toutes les liqueurs testées; des additifs interdits ou non déclarés polluaient 40% des pâtisseries industrielles contrôlées; il y avait trop de nitrites et de nitrates dans 24% des saucisses et saucissons cuits, et des traces d'insecticides sur les fruits... L'eau n'est pas mieux lotie. La C.O.R.P.E.P. (association écologiste bretonne) a constaté que de 1990 à 1995 les 3/4 des bretons avaient consommé une eau dont la teneur en pesticides dépassait la norme européenne et qu'un quart des rivières dépassait le seuil à partir duquel l'Organisation Mondiale de la Santé considère que le risque cancérigène est accru. (...) Deux herbicides se retrouvent (dans les prélèvements d'eau du robinet) ainsi que du diuron et de l'isoproturon, 2 herbicides employés pour nettoyer le bord des routes ou des voies de chemin de fer, et du DDT, un insecticide interdit en France depuis plus de vingt ans» (6). Et nous ne parlons pas des manipulations et des procédés autorisés dans l'agriculture ou l'industrie alimentaire dont pourtant l'inocuité reste à prouver. Les progrès scientifiques, par exemple dans la manipulation génétique, et en général la puissance toujours accrue du capitalisme, laissent craindre pour l'avenir des ravages encore plus catastrophiques non seulement pour la santé, mais pour tout l'environnement planétaire.

La revendication réformiste du recours à l'Etat comme garant et défenseur des citoyens contre les méfaits du capitalisme était déjà ridiculisée par Bebel qui montrait que sous le capitalisme un contrôle sérieux

et sévère était impossible en raison du fait que des fractions importantes de la classe dirigeante tiraient profit de ces méfaits. L'affaire du sang contaminé en France et dans d'autres pays a montré que la responsabilité de cet Etat dans l'empoisonnement des hémophiles était totale. En effet, comme le marxisme l'a affirmé depuis longtemps, l'Etat n'est pas au service des citoyens ou d'un soi-disant intérêt général, mais au service du capital. Il est vrai que l'Etat intervient aussi pour résister aux empiètements de capitalistes individuels (Engels), mais il le fait toujours au nom des intérêts supérieurs du capitalisme lui-même.

«Si l'Etat freine ou essaye de freiner le capital, c'est pour lui éviter la culbute. Et ce n'est là qu'un aspect secondaire et marginal de sa fonction, qui est essentiellement d'assurer les conditions d'un bon fonctionnement et d'un bon rendement du capital.

Le capital pollue? L'Etat organise la pollution. Le capital spéculé? L'Etat organise la spéculation. L'Etat vole, gaspille, opprime? L'Etat organise le vol, le gaspillage, l'oppression. Le fonctionnement du capital, qu'il soit étatisé ou «privé», est de plus en plus directement lié au fonctionnement des pouvoirs dits «publics», de l'Etat. Mais alors en appeler l'Etat contre le capital n'est pas seulement vain et illusoire. C'est faire croire que l'Etat est au-dessus des classes et de leurs antagonismes, qu'il est un arbitre représentant «l'intérêt général». C'est, par conséquent, inviter les prolétaires à se soumettre à cet intérêt pseudo-général et à cet Etat; c'est les empêcher de se détacher de l'Etat bourgeois, de s'opposer à lui, de se constituer en force autonome, en classe capable de lutter contre le capital et son Etat. C'est empêcher non seulement la lutte historique d'émancipation du prolétariat, mais aussi toute lutte sérieuse contre les méfaits du capitalisme» (7).

Contraints par l'effondrement du marché de la viande, les gouvernements ont décidé d'abattre des millions de bovins pour supprimer tout risque supplémentaire de transmission de la maladie à l'homme. Cette mesure, comme celles prises précé-

demment d'interdiction d'importation de viande britannique ou de création du label «Viande Française», n'ont été prises que pour sauvegarder les filiales nationales de production de viande. Elles n'ont d'autre but que de rassurer le public, justement méfiant envers les déclarations des experts, des producteurs et des politiciens. Personne aujourd'hui ne peut savoir quelle sera l'évolution de cette maladie, pas plus que personne ne peut encore dire quels en sont les mécanismes biologiques.

Mais la science marxiste, qui en découvre les causes et les mécanismes sociaux, nous permet d'affirmer de façon certaine que le remède définitif ou en tout cas la première condition pour pouvoir guérir tous les maux dont souffre l'humanité dans la société contemporaine, réside dans la **destruction du capitalisme** et dans l'établissement sur ses ruines d'une société sans classes, sans propriété privée ni production marchande, orientée vers la satisfaction des besoins humains et non vers la recherche du profit: le **communisme**.

(1) Certains vétérinaires pensent que la maladie existait probablement auparavant, mais en touchant un nombre si faible de bêtes qu'elle passait inaperçue; il s'agissait donc alors de cas isolés et rarissimes, en rien comparables à cette maladie épidémique incontestablement nouvelle. La maladie dite *tremblante du mouton* est apparue de son côté au dix-huitième siècle, sans doute à la suite des bouleversements causés par l'accumulation primitive du capital qui ont vu la ruine et l'expropriation des petits paysans pour laisser la place aux gros éleveurs de moutons.

(2) cf «Le Nouvel Observateur» n°1640, 11/4/96.

(3) cf «Le Monde», 6/4/96.

(4) cf «Le Monde», 13/4/96.

(5) cf «Le Monde», 4/4/96.

(6) cf «Alternatives Economiques» n°137, mai 1996.

(7) Voir l'introduction à «Espèce humaine et croûte terrestre», Ed. Payot, recueil de textes d'A. Bordiga.

La Commune de Paris et la Russie des soviets

(extraits de «Terrorisme et communisme» de Léon Trotsky)

(Suite de la page 1)

de l'effroyable désastre qui en résulta fatalement. Nous saluons dans la Commune, selon une expression de Lavrov, «la première aurore, encore bien pâle, de la première République du prolétariat».

Kautsky démontre avec application que la Commune de Paris ne fut pas préparée «artificiellement» mais qu'elle surgit à l'improviste, en prenant les révolutionnaires par surprise, contrairement à la Révolution d'octobre, qui fut minutieusement préparée par notre parti. C'est indiscutable. N'ayant pas le courage de formuler clairement ses idées profondément réactionnaires, Kautsky ne nous dit pas franchement si les révolutionnaires parisiens de 1871 méritent d'être approuvés pour n'avoir pas prévu l'insurrection prolétarienne, et, partant, pour ne s'y être pas préparés, et si nous devons être blâmés pour avoir prévu l'inévitable et pour être allés consciemment à la rencontre des événements. Mais tout l'exposé de Kautsky est conçu de manière à provoquer dans l'esprit du lecteur précisément cette impression: un malheur s'est tout bonnement abattu sur les communards (le philistin bavarois Vollmar n'a-t-il pas, un jour, regretté que les communards ne soient pas allés se coucher plutôt que de prendre le pouvoir?) et c'est pourquoi ils méritent toute notre indulgence; les bolchéviks, eux, sont allés consciemment au-devant du malheur (la conquête du pouvoir) et

c'est pourquoi il ne leur sera pardonné, ni dans ce monde, ni dans l'autre. Poser la question de la sorte peut paraître d'une incroyable absurdité. Il n'en est pas moins vrai que cela découle inévitablement de la position des «indépendants kautskystes» qui rentrent la tête dans leurs épaules pour ne rien voir, pour ne rien prévoir, et qui ne peuvent faire un pas en avant s'ils n'ont reçu au préalable une bonne bourrade dans le dos.

«Humilier Paris, écrit Kautsky, lui refuser l'autonomie, le destituer de son titre de capitale, le désarmer pour s'aventurer ensuite, en toute sécurité, dans un coup d'Etat monarchiste, telle était la tâche capitale de l'Assemblée Nationale et de Thiers qu'elle venait d'élire chef du pouvoir exécutif. De cette situation naquit le conflit qui devait mener à l'insurrection parisienne.

On voit à quel point est différent le coup d'Etat accompli par le bolchévisme, qui puisa sa force dans les aspirations à la paix, qui avait derrière lui la masse paysanne; qui à l'Assemblée Nationale, n'avait pas de monarchistes contre lui, mais des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

Les bolchéviks sont parvenus au pouvoir par une révolution bien préparée, qui leur mit d'un coup entre les mains toute la machine gouvernementale, dont ils tirent à l'heure actuelle le parti le plus énergique et le plus impitoyable pour soumettre leurs

LA COMMUNE DE PARIS ET LA RUSSIE DES SOVIETS

adversaires, y compris ceux qui appartiennent au prolétariat.

En revanche personne ne fut plus étonné de l'insurrection de la Commune que les révolutionnaires eux-mêmes, et pour beaucoup de ceux-ci ce conflit était au plus haut point indésirable.

Afin de se faire une idée bien nette du sens réel de ce qui est dit ici par Kautsky à propos des communards, nous apporterons l'intéressant témoignage suivant:

«Le 1er mars 1871, écrit Lavrov dans son livre instructif sur la Commune, c'est-à-dire six mois après la chute de l'Empire et quelques jours avant l'explosion de la Commune, les personnalités dirigeantes de l'Internationale à Paris n'avaient toujours pas de programme politique défini.

Après le 18 mars, Paris était aux mains du prolétariat, mais ses leaders, déconcertés par leur puissance inattendue, ne prirent pas les mesures les plus élémentaires.

«Vous n'êtes pas taillés pour votre rôle, votre seul souci est de vous dégager» déclara un membre du Comité central de la Garde Nationale. «Il y avait là beaucoup de vérité - écrit Lissagaray, participant et historien de la Commune - mais, au moment même de l'action, le manque d'organisation préalable et de préparation provient trop souvent du fait que les rôles incombent à des hommes qui ne sont pas de taille à les remplir».

Il ressort déjà de ce qui précède (plus loin ce sera plus évident encore) que si les socialistes parisiens n'ont pas entrepris de lutte directe pour le pouvoir, cela s'explique par leur inconsistance théorique et leur désarroi politique, et nullement par des considérations plus élevées.

Il est hors de doute que la fidélité du même Kautsky aux traditions de la Commune se traduira surtout par le profond étonnement avec lequel il accueillera la Révolution prolétarienne en Allemagne, où il ne voit qu'un conflit au plus haut point indésirable. Nous doutons cependant que les générations futures lui en fassent un mérite. L'essence même de son analogie historique n'est, devons nous dire, qu'un mélange de confusion, de réticences et de truquages.

Les intentions que Thiers nourrissait à l'égard de Paris, Milioukov, soutenu ouvertement par Tchernov et Tseretelli, les nourrissait à l'égard de Pétersbourg. De Kornilov à Potressov, tous répétaient jour après jour que Pétersbourg s'était isolé du reste du pays, qu'il n'avait plus rien de commun avec celui-ci, et que, dépravé jusqu'à la moelle, il voulait lui imposer sa volonté. Abattre et humilier Pétersbourg, telle était la tâche première de Milioukov et de ses acolytes. Et cela se passait à l'époque où Pétersbourg était le véritable foyer de la révolution qui n'avait pas encore réussi à s'affermir dans les autres parties du pays. Afin de lui donner une bonne leçon, Rodzianko, ex-président de la Douma, parlait ouvertement de livrer Pétersbourg aux Allemands comme on avait déjà livré Riga. Rodzianko ne faisait qu'énoncer ce qui constituait la tâche de Milioukov, et que Kérensky appuyait de toute sa politique.

Milioukov voulait, à l'exemple de Thiers, désarmer le prolétariat. Mais ce qui était pire encore, c'est que par l'entremise de Kerensky, Tchernov et Tseretelli, le prolétariat de Pétersbourg avait été désarmé en juillet 1917. Il s'était de nouveau réarmé lors de l'offensive de Kornilov sur Pétersbourg en août. Et ce réarmement fut un élément sérieux pour la préparation de

l'insurrection d'octobre-novembre. De sorte que ce sont précisément les points sur lesquels Kautsky oppose l'insurrection de mars des ouvriers parisiens à notre révolution d'octobre qui coïncident dans une très large mesure.

Mais en quoi différent-elles? Avant tout, en ce que Thiers a réalisé ses sinistres projets: Paris fut étranglé et des dizaines de milliers d'ouvriers massacrés. Milioukov, lui, s'est piteusement effondré: Pétersbourg est resté la citadelle inexpugnable du prolétariat, et les leaders de la bourgeoisie russe sont allés en Ukraine solliciter l'occupation de la Russie par les armées du kaiser. Cette différence est due en grande partie à notre faute et nous sommes prêts à en porter la responsabilité. Il y a aussi une différence capitale, qui s'est faite plus d'une fois sentir dans le développement ultérieur des événements, dans le fait suivant: tandis que les communards partaient de préférence de considérations patriotiques, nous nous plaçons invariablement du point de vue de la révolution internationale. La défaite de la Commune a mené à l'effondrement de fait de la Première Internationale. La victoire du pouvoir soviétique a conduit à la fondation de la Troisième Internationale.

Mais Marx, à la veille même de l'insurrection, conseillait aux communards, non de se soulever, mais de créer une organisation! On pourrait à la rigueur comprendre que Kautsky cite ce témoignage pour montrer que Marx avait sous-estimé l'acuité de la situation à Paris. Mais Kautsky s'efforce d'exploiter ce conseil de Marx comme preuve du caractère blâmable de l'insurrection en général. Pareil à tous les mandarins de la social-démocratie allemande, Kautsky voit avant tout dans l'organisation une entrave à l'action révolutionnaire.

Même si on se limite à la question de

l'organisation en tant que telle, il ne faut pas oublier que la Révolution d'octobre a été précédée par les neuf mois d'existence du gouvernement de Kérensky, pendant lesquels notre parti s'est occupé, non sans succès, non seulement d'agitation, mais aussi d'organisation. La Révolution d'octobre a eu lieu après que nous ayons conquis l'écrasante majorité dans les Soviets d'ouvriers et de soldats de Pétersbourg, de Moscou et en général dans tous les centres industriels du pays, et transformé les Soviets en organisations puissantes dirigées par notre parti. Chez les communards il n'y eut rien de semblable. Enfin nous avions derrière nous l'héroïque Commune de Paris, de l'effondrement de laquelle nous avions tiré cette déduction que les révolutionnaires doivent prévoir les événements et s'y préparer. Voilà encore un de nos torts.

Léon Trotsky TERRORISME ET COMMUNISME

«L'idée fondamentale de ce livre est la suivante: l'histoire n'a trouvé jusqu'ici d'autres moyens de faire avancer l'humanité qu'en opposant toujours à la violence conservatrice des classes condamnées la violence révolutionnaire de la classe progressive»

Un ouvrage fondamental de 200 pages (Editions Prométhée 1980) disponible à notre adresse.

Prix: 50 FF.

Quand Lutte Ouvrière propose une alliance au PCF

A l'occasion d'une émission de télévision (1), Arlette Laguiller a déclaré à Robert Hue que L.O. était prête à «s'engager» aux côtés du PCF sur un «programme clair et précis de défense des intérêts des travailleurs». Si le PCF soutenait «l'interdiction de licenciement dans les entreprises qui font des bénéfices - celles qui ne font pas de bénéfices ont-elles la bénédiction de L.O. pour licencier? - , l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, la hausse de la tranche supérieure d'imposition et l'exonération de la CSG et de la RDS pour les bas salaires» alors «Arlette Laguiller et Lutte Ouvrière (seraient) prêtes à faire campagne et à appeler à voter pour des candidats du PC en 1988».

Le lecteur pourra constater que les conditions posées par Arlette pour un ralliement électoral de L.O. au PCF ne sont pas bien contraignantes. Il n'y a rien qu'un réformiste soucieux de «responsabilité» ne refuserait de reprendre à son compte et d'ailleurs toutes ses revendications sont déjà sous une forme ou sous une autre avancée régulièrement par le PCF. Arlette a bien fait attention de ne pas heurter Robert Hue en soulevant des revendications auxquelles le PC est farouchement hostile: silence sur la situation des travailleurs immigrés, sur l'égalité des droits, sur l'abrogation des lois Pasqua ou le contrôle de l'immigration. Les municipalités du PCF ont trop souvent donné la preuve (à commencer par celle de Huel) qu'elles appliquent avec zèle toutes les mesures anti-immigrés, quand elles n'y font pas de la surenchère, pour que L.O. veuille les im-

portuner à ce sujet. Silence aussi sur le soutien à la politique impérialiste et sur la diffusion du chauvinisme par le PC social-patriote jusqu'à la moelle et imbu de la «grandeur de la France». Silence toujours sur la situation des chômeurs, des travailleurs temporaires et CDD, des RMistes qui intéresse bien moins le PCF que la situation de l'aristocratie ouvrière et des couches petites-bourgeoises. Il serait possible de multiplier la liste des revendications prolétariennes élémentaires que L.O. a passé à la trappe dans son offre de soutien au PCF.

Mais si ces «oublis» sont déjà significatifs de l'aplatissement de L.O., il y a plus grave. En effet, même si le PCF se disait prêt à défendre toutes les revendications élémentaires dont nous avons parlé, cela justifierait-il un soutien à ce parti? Si ces revendications faisaient partie d'un catalogue électoral, faudrait-il appeler les prolétaires à voter pour le PCF? Pour oser répondre oui à ces questions il faudrait tout ignorer et de l'histoire et de la pratique quotidienne de ce parti. Ce n'est pas tant que le PCF a donné il y a encore peu de temps, lors de sa participation au gouvernement, la preuve de son infidélité aux promesses faites aux travailleurs; c'est surtout qu'il a à cette occasion fait une nouvelle fois la démonstration irréfutable de sa fidélité à toute épreuve à la domination bourgeoise et au système capitaliste, et son opposition viscérale à la lutte de classe. Comme tous ses collègues réformistes, le PCF n'est pas un parti ouvrier sincère mais myope ou abusé par quelques chefs vendus à la bour-

geoisie. Il s'agit d'un parti contre-révolutionnaire, un parti qui constitue l'un des principaux canaux de l'influence bourgeoise au sein de la classe, un des tous premiers et des plus puissants obstacles qui barrent la route de la reprise de la lutte prolétarienne. L.O. demande benoîtement au PCF qu'il se dise en faveur de l'augmentation des salaires, etc., lors d'une campagne électorale. Mais lors d'une lutte réelle qui a mis en mouvement des centaines de milliers de travailleurs cet hiver, qu'a fait ce parti (et qu'en pense L.O.)? N'est-ce pas là un critère plus important que de simples promesses électorales, et un sujet plus important pour le sort futur du prolétariat que les élections de 98? Apparemment L.O. n'a rien à reprocher au PCF à propos des luttes de l'hiver et elle ne peut imaginer qu'une discussion tournant sur la préparation et la conduite des luttes ouvrières puisse intéresser les téléspectateurs prolétaires davantage que les échéances législatives.

Sans doute le problème de comment réduire la confiance accordée par de nombreux prolétaires au PCF ne peut se résoudre uniquement par la dénonciation de la nature réelle de ce parti et la critique programmatique et principielle de son action. Le prolétariat doit effectivement faire l'expérience pratique de cette action pour se convaincre de la justesse de la critique des révolutionnaires marxistes. Les trotskystes - dont L.O. - se sont toujours appuyés sur cette vérité pour justifier leur appui sans principe aux réformistes, au nom d'une tactique dite de «Front Unique»: nous proposons une alliance aux réformistes pour les mettre au pied du mur et les démasquer, nous appelons à voter pour Mitterrand, pour le PS, pour le PCF, etc. afin que les masses fassent l'expérience des méfaits de la politique de la Gauche, etc. Les masses ont bel et bien fait l'amère expérience - pendant plus d'une décennie! - de ces méfaits et la cause du prolétariat et de la révolution n'a absolument pas progressé, mais a reculé!

(Suite en page 6)

Programme communiste Revue théorique du Parti Communiste International N°94 - Mai 95 - 25 F. (76 pages) Sommaire

- Le nouveau désordre mondial: De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale.
- Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1).
- La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (1). (Réunion de San Donà - déc. 1992)
- Le capitalisme soviétique en crise (Fin).
- C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire
- A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Riccardo Salvador.
- Sur le fil du temps: La batrachomyomachie.

IL COMUNISTA (Bimestriale) No 48 - Dicembre 1995

- Guerra e pace all'america
- I rischi sul lavoro aumentano, e la legge borghese pensa a «proteggere» prima di tutto i padroni
- I grandi scioperi del pubblico impiego in Francia. Ognuno al suo posto: governo partiti e sindacati uniti per canalizzare gli scioperi
- Al lavoro come in guerra
- No alla trappola della difesa del servizio pubblico!
- L'economia capitalista mondiale verso una nuova recessione!
- Le crociate del Vaticano: sesso e castità
- Democrazia e fascismo: quale lotta per il proletario? (R.G. San Donà - Ottobre '94)
- 75 anni fa nasceva il PC d'Italia, sezione dell'IC
- Il condannato a morte Mumia Abu-Jamal

Quand Lutte Ouvrière propose une alliance au PCF

(Suite de la page 5)

En fait il n'existe aucun mécanisme automatique qui ferait avancer les masses vers la révolution après chaque expérience négative. Les masses ont fait d'innombrables fois l'expérience de la trahison des réformistes et pourtant la révolution est toujours aussi éloignée. Le facteur décisif pour qu'une expérience même négative puisse servir de point d'appui vers un développement ultérieur de la lutte prolétarienne et vers la révolution, réside dans la présence active du parti révolutionnaire marxiste, dans son action inlassable en faveur de la lutte de classe et sa critique impitoyable de l'opportunisme réformiste et collaborationniste et l'influence de son activité auprès de secteurs significatifs de la classe. Le Parti communiste d'Italie dirigé par la Gauche expliquait ainsi à son Congrès de Rome que si la constitution de gouvernements de gauche pouvaient avoir une utilité, c'est «dans la mesure où leur oeuvre constituera pour le prolétariat une expérience réelle lui permettant de conclure que seule sa propre dictature peut provoquer la défaite du capitalisme. Il est évident que le Parti communiste ne sera en mesure d'utiliser efficacement cette expérience qu'autant qu'il aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements et conservé une solide organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu l'expérience gouvernementale». Et «Le Parti communiste a le devoir de proclamer ce qu'il sait grâce non seulement à la critique marxiste, mais à une sanglante expérience: de tels gouvernements pourraient bien laisser sa liberté de mouvement au prolétariat aussi longtemps qu'il les considérerait et les appuierait comme ses propres représentants, mais ils répondraient par la réaction la plus féroce au premier assaut des masses contre les institutions de l'Etat démocratique bourgeois» (2).

L'extrême gauche centriste, éternellement suiviste par rapport au réformisme dont elle a fait siennes les thèses fondamentales, était bien incapable d'adopter une telle position. Toutes les critiques, partielles et secondaires dans le meilleur des cas, qu'elle a pu adresser aux partis de gauche ne peuvent faire oublier qu'elle a soutenu ces partis, contribuant donc à renforcer les illusions envers eux et donc à duper le prolétariat qu'elle prétend éclairer. S'étant mise elle-même au pied du mur en croyant y mettre les réformistes, l'extrême gauche s'est démasquée. Lutte Ouvrière a ainsi appelé pendant des années à voter pour le PCF, pour le PS, pour Mitterrand, avec l'argument qu'elle n'avait aucune illusion sur la nature anti-révolutionnaire de ces derniers, mais que les masses devaient faire concrètement cette expérience pour s'en convaincre. Aujourd'hui, l'expérience faite, L.O., sans plus se soucier de justifier sa proposition par des arguments pseudo-marxistes, propose à nouveau une alliance électorale au PCF, en s'adaptant en outre platement aux seules revendications tolérables par celui-ci. Démonstration est faite, pour qui en avait besoin, qu'elle est une organisation centriste, donc ni communiste ni révolutionnaire, aspirant de façon toujours plus pressante à s'unir avec les appareils contre-révolutionnaires dont elle n'a jamais été que le flanc-garde.

(1) FR3 Ile-de-France, 4/5/96. Compte-rendu dans «Le Monde» du 7/5.

(2) Cf les «Thèses de Rome» in «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du PCInt. n°7, p.53.

En marge du centenaire de la mort d'Engels: Pour la défense du marxisme ! (3)

Dans le n° précédent du «prolétaire» nous avons donné des extraits de l'«Anti-Dühring» où Engels réfute plus d'un siècle à l'avance tous ceux qui aujourd'hui encore volent dans le développement de la propriété d'Etat le summum du progrès social et de la «civilisation»; et où il résume de façon magistrale l'analyse marxiste de l'évolution historique: non le résultat de la «libre volonté» des peuples ou du «génie supérieur» des grands hommes, mais la conséquence déterministe de la croissance des forces productives et des contradictions entre cette croissance et les rapports de production - c'est-à-dire les rapports entre les individus, l'organisation politique et sociale de la société. Ou, comme le dit Marx dans l'introduction à sa «Critique de l'économie politique»: «A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une

ENGELS ET LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

La critique que fait Marx du rôle de la circulation dans l'économie actuelle est d'une très grande profondeur; elle implique des questions d'économie, d'histoire et de programme politique qui mettent en jeu tout notre système de parti et la solution originale, dialectique et grandiose des «énigmes éternelles» de la philosophie que seul le marxisme a su résoudre.

Rappelons que le rapport entre la sphère de la production et la sphère de la circulation (ou de la distribution) est placé sur des plans tout à fait différents par Marx et par l'économie bourgeoise. Cette dernière traite de la production, de la distribution et de la consommation de marchandises et l'économie est la science de l'échange, vu comme une catégorie économique éternelle dans l'histoire de la société. Marx fait l'étude de l'économie capitaliste actuelle mais transitoire, l'une des économies historiques basées sur l'échange - et c'est pourquoi nous parlons avec lui de circulation du capital, et mieux encore de la plus-value, ou valorisation dynamique du capital lui-même - tout en la confrontant parallèlement à l'économie communiste - qui se place révolutionnairement en dehors des catégories de capital, plus-value, valeur et échange.

Pour illustrer notre affirmation que le système marxiste est né comme un bloc unique au milieu du dix-neuvième siècle, nous allons nous référer à l'exposé programmatique magistral donné par Engels au cours de trois discours prononcés à Elberfeld en février 1845, époque où sa collaboration avec Marx était déjà totale (il le lui écrit le 22 février). L'analyse critique de la production capitaliste n'était pas alors encore formulée de façon achevée; en matière de recherches économiques, Engels (qui avait vécu dans la ville industrielle de Manchester de 1842 à 1844) précédait Marx avec sa formation philosophique juvénile sur cette voie, même si plus tard il attribua à ce dernier tout le mérite de la découverte des lois scientifiques du capitalisme. Cela prouve seulement à quel point ces deux très grands personnages anticipèrent la fin de l'individualisme intellectuel qui nous infecte encore plus d'un siècle après mais qui disparaîtra misérablement. C'est la preuve comme le disait Engels que les temps étaient mûrs pour cette découverte, et peu importe le nom de celui qui devait la faire - même si Mehring écrivit qu'en tant qu'historien il devait enregistrer ce qui est arrivé et non ce qui aurait pu arriver.

Par la suite une grande équivoque prit naissance: la discussion ouverte sur le communisme en tant que «proposition» (elle se présente ouvertement de cette façon dans les 3 discours d'Elberfeld), c'est-à-dire comme programme de parti, devrait être mise

époque de révolution sociale.

(...) Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine»

Une trentaine d'années avant la rédaction de l'«Anti-Dühring», dans des Discours prononcés à Elberfeld pour exposer ce qu'est le communisme, Engels mettait précisément en relief ces contradictions et ces absurdités de la société bourgeoise qui ne disparaîtront qu'avec l'avènement d'une société supérieure, née de la destruction révolutionnaire de l'ancienne organisation sociale. Nous publions ci-dessous des extraits d'un rapport à une de nos Réunions Générales consacré au gaspillage inhérent au mode de production capitaliste (1).

de côté en tant que manifestation d'«utopisme» pour, de façon plus moderne, être remplacée par une aride science descriptive et passive.

C'est en opposition à cette vision de type «Deuxième Internationale» contre laquelle s'éleva la puissance de Lénine mais qui a repris l'avantage au milieu de l'ignoble opportunisme actuel, que nous menons notre lutte pour une nouvelle «restauration» de la doctrine révolutionnaire unique et indivisible, et que nous affirmons notre thèse: il n'est pas possible de décrire, d'expliquer et de comprendre la dynamique du capitalisme sans le confronter à chaque pas au schéma bien précis de la société communiste qui lui succédera.

CITATION D'ENGELS

«Puisque (dans la société actuelle) chacun produit et consomme pour son propre compte, sans beaucoup se préoccuper de la production et de la consommation de son prochain, il arrive que surgit nécessairement un équilibre criant entre la production et la consommation... (Le fabricant) est aussi ignorant que ses concurrents à cet égard. Tous fabriquent à l'infini et en aveugle et ils se tranquilisent en pensant que les autres doivent faire de même... Nous avons vu quelles étaient les conséquences de cette erreur fondamentale (en termes marxistes, l'anarchie de la production); si nous voulons éliminer ces effets terribles nous devons abattre l'erreur fondamentale: c'est précisément là l'intention du communisme.

Dans la société communiste, où les intérêts des uns ne sont plus opposés aux intérêts des autres, mais associés à eux, la concurrence disparaît. Comme on le comprend facilement il ne s'agira plus de la ruine de quelques classes, de classes tout entières. De même que disparaîtra le mode privé d'acquisition des biens, disparaîtra le but particulier de l'individu de s'enrichir à son propre compte dans la production et la distribution des biens nécessaires à la vie, de même que disparaîtront d'elles-mêmes les crises générales de commerce (il est clair qu'Engels passe ici d'une critique du gaspillage au premier degré, déjà contenue dans la condamnation morale ingénue de l'enrichissement du patron sur le travail des ouvriers, à une critique du gaspillage au deuxième degré, c'est-à-dire dans l'ensemble de la société mercantile privée). Comme l'on sait ce dont a besoin un individu en moyenne, il est ainsi facile de calculer ce dont ont besoin un nombre donné d'individus, et puisque alors la production ne sera plus entre les mains de quelques propriétaires privés mais entre les mains de la communauté et de ses administrateurs, il sera très facile de régler la production en fonction des besoins. Dans la société communiste il sera donc aisé de connaître aussi bien la production que la consommation.

Nous voyons donc combien les maux essentiels de l'état social actuel disparaîtront dans la société communiste. Mais si nous entrons cependant dans les détails, nous trouverions que les avantages d'une telle organisation ne s'arrêteront pas à cela, mais iront jusqu'à éliminer une quantité d'autres maux dont nous ne mentionnons aujourd'hui que les principaux. L'antagonisme des intérêts fait qu'une grande quantité de force de travail est utilisée d'une façon où la société ne retire aucun avantage, qu'une quantité de capitaux est perdue inutilement sans pouvoir se reproduire... (Dans des textes très postérieurs Marx décrira ce gaspillage social comme une destruction de capitaux, en signifiant ainsi que dans le système capitaliste la destruction de tout capital est une dilapidation de forces productives et donc de travail humain présent ou passé utile à la société; mais ce serait commettre un erreur énorme d'en déduire que la forme capital des forces productives ne doit pas disparaître complètement dans la société socialiste).

Après avoir fait la critique de l'irrationalité éclatante de la dépense transports dans toute économie où chaque entreprise décide seule combien elle produit et où elle envoie ses produits avec les seules règles du profit (qui sont en pleine vigueur comme on l'admet aujourd'hui jusqu'en Russie), Engels poursuit ainsi:

«Dans une société organisée de façon sensée, il ne sera plus question d'une telle complication des transports. Pour en rester à notre exemple (le commerce mondial du coton à l'époque) il est aussi facile de savoir la quantité de coton ou de produits cotonniers dont une colonie a besoin qu'il est facile à une administration centrale d'établir la quantité dont toutes les localités et les communes ont besoin. Il suffit qu'une telle statistique soit organisée une première fois, chose bien facile à réaliser en un ou deux ans, pour que la moyenne de la consommation annuelle ne se modifie plus qu'en fonction de l'augmentation de la population; il est donc facile de déterminer en un temps donné la quantité de tous les différents produits dont le peuple a besoin, et l'on demandera directement cette quantité directement aux sources de la production; on la retirera donc directement sans avoir besoin de spéculateurs et sans avoir besoin de plus d'interruptions en dépôt et de longs transbordements que ce qu'exige strictement la nature même des communications. Alors que les intermédiaires effectuent aujourd'hui avec difficulté tout un travail inextricable qui, dans la meilleure des hypothèses, est superflu tout en consommant des moyens de subsistance, et même dans la plupart des cas d'énormes richesses en pure perte sociale, dans l'organisation communiste tous ces éléments seront libérés en vue d'une activité utile, et pourront assumer une tâche où

POUR LA DEFENSE DU MARXISME

ils se montreront membres réels et non plus seulement apparents et hypocrites de la communauté humaine, en participant à l'activité utile générale.

Ce texte mémorable énonce ainsi le concept fondamental selon lequel en dépassant l'opposition de chaque intérêt individuel contre chaque autre, tombe la superstructure de l'affrontement entre les membres de la société, véritable «bellum omnium contra omnes» (la guerre de tous contre tous), et la raison de tout cet appareil policier et judiciaire ultra compliqué et dispendieux, en plus d'être corrupteur et perpétuateur de la psychologie criminogène générale. Deviennent donc superflues pratiquement toutes les hiérarchies et bureaucraties administratives et juridiques (et politiques).

«*Dès aujourd'hui - et c'est toujours vrai un siècle plus tard - les délits passionnels diminuent par rapport aux délits de calcul, d'intérêt; les délits contre les personnes diminuent et augmentent les délits contre la propriété.*»

Plus d'un siècle après ces lignes, il est possible d'ajouter que croissent de façon démesurée les délits masqués, tolérés et impunis contre l'économie sociale dans leurs formes grossières et étatiques, délits que par brièveté nous désignerons sous le nom de **combines**, activité agréable des **notables** de la société ultra-moderne, y compris de celle qui s'est développée en Russie...

PATRIE ET FAMILLE, FOYERS DU GASPILLAGE SOCIAL

Engels illustre ici l'énorme économie de forces productives que permettra la fin du militarisme. Comme toujours il est tout à fait étranger aux pleurnicheries pacifistes de type petit bourgeois: «*En cas de guerre, qui ne pourrait éclater que contre des nations anti-communistes, le membre de notre société aurait à défendre une véritable «patrie», un véritable «foyer»... Et l'enthousiasme serait encore supérieur à celui des armées révolutionnaires de 1792-1799 qui ne luttèrent pourtant que pour une illusion, un fantôme de patrie...*». Paroles vieilles? N'est ce pas au contraire les paroles qui aujourd'hui retombent dans le plus sale fétichisme du principe national en régime capitaliste qui sont répugnantes?

L'essentiel sur ce point est que «*des innombrables forces productives aujourd'hui soustraites aux populations civiles par les armées permanentes seront de cette façon restituées au travail*». Le volume de produits économisés en mettant au travail ces odieux soldats, et en supprimant la production et la consommation des armements et autres produits guerriers, représentent une fraction calculable de toute la production de la société: il suffirait de confronter, y compris historiquement, les chiffres des bilans militaires nationaux avec ceux de l'activité totale des mêmes pays (produit national brut). Voilà un secteur de recherche pour le parti...

Engels passe ensuite à l'«économie domestique» actuelle. Il écrit:

«*Si nous considérons la Maison, le Saint des Saints du riche (et de nos jours, ajoutons-nous, de tout philistin des couches moyennes kolkosianisé par l'abrutissement auquel participent la presse, la radio et la télé), n'est-ce pas un gaspillage éhonté de force de travail que d'occuper tant de gens à servir une seule personne et à fainéanter? A quoi sert en réalité ce grand nombre de*

serviteurs, de cochers, de laquais, de valets, de cuisiniers, de domestiques, de jardiniers, etc.? Ceux-ci ne font que des travaux qui ont leur origine dans l'isolement de chaque homme entre ses 4 murs.»

C'est une objection banale de dire qu'aujourd'hui la société bourgeoise se serait libérée de l'odieux parasitisme du personnel de service; le petit bourgeois en serait réduit à pleurer les anciens domestiques lorsque après une grande réception, bras dessus bras dessous avec ses invités, il passe à la cuisine pour laver les plats. Mais en réalité dans le magma social les fonctions remplies hier par les serviteurs domestiques ont peut-être changé leur appellation humiliante, mais elles n'ont pas amélioré leur utilité et les formes qu'elles ont prises ne sont ni plus utiles ni plus gratifiantes (2).

A ce moment de son discours Engels estime avoir déjà démontré «*que dans notre organisation rationalisée le temps de travail individuel actuel peut déjà être immédiatement réduit de moitié par la seule utilisation des forces de travail non utilisées ou mal utilisées*». Rappelons-nous que nous sommes en 1845!

Mais pour Engels ce n'est pas encore là le point le plus important, et il passe au point suivant: la **destruction du foyer domestique familial**. Il s'agit du remplacement de l'individu par l'association non seulement dans la sphère de la production, mais aussi dans la sphère de la consommation des biens matériels. Le discours d'Elberfeld ne s'adressait pas à des militants, ni seulement à des ouvriers. Il ne faut pas l'oublier pour peser véritablement l'audace de ces prévisions.

Engels se réfère ici aux propositions du contemporain «*socialiste anglais Robert Owen*», un utopiste dirons nous sans rien retrancher de l'estime que Marx avait pour lui. Mais si nous ne nous attardons pas sur les idées schématiques qu'Owen essaya de mettre en oeuvre dans ses usines communistes de New Lamark et qu'Engels décrit pour être compris par son public, la partie critique du passage reste décisive. Il y a 120 ans le chauffage central était une vision d'avenir. Pensez que dans la traditionnelle Angleterre de 1962 il y a encore des gens pour refuser les projets qui ne prévoient pas une cheminée dans chaque chambre à coucher de gras bourgeois (ou de bourgeois sveltes mais encore plus répugnants)! Le génial Owen avait calculé toutes ces économies immédiatement réalisables. Ce qu'Engels démontre avec les calculs minutieux d'Owen, c'est l'énorme gaspillage de force et de temps de travail qu'implique l'émiettement de l'humanité dans des cellules familiales moléculaires. Les conséquences sur le plan économique en sont pourtant moins graves que sur les plans social et politique, étant donné qu'il s'agit bien là de la barrière qui empêche la naissance de l'homme social nouveau, qui rend l'individu incapable de se solidariser avec son prochain sous l'odieux prétexte, chaque jour plus vide et mensonger, qu'il réserve son amour et son intérêt à sa propre personne et au cercle microscopique de sa famille.

Les louanges réactionnaires et creuses à ce type de société pourri depuis des millénaires cachent un des esclavages les plus éhontés, celui de la femme au foyer, tout aussi contre nature et dégénéré dans les pays riches de type américain et dans les pays plus pauvres où les femmes prolétaires supportent un double fardeau sur leurs épaules de sexe dit «faible» par l'hypocrisie des bien-pensants.

Avec Owen, Engels se moque du gaspillage que constitue le temps perdu à faire les mêmes courses à deux mille exemplaires chez le boucher et le boulanger. Mais l'individu moderne, crétinisé par deux siècles de capitalisme, est persuadé, sur la foi du petit écran, que faire les magasins est le plaisir suprême de la vie humaine! Et les femmes russes «émancipées» se gèlent dans des queues interminables!

Vous voulez faire de la société une caserne! - vieille objection de l'anti-com-

munisme conventionnel. Mais nous prophétisons la même fin aux casernes et au domicile privé...

L'utopisme, c'est opposer à la société actuelle un modèle de société future élaboré et décrit de façon abstraite. Le marxisme, c'est conduire l'analyse de l'économie capitaliste telle qu'elle est née dans l'histoire, c'est-à-dire pour développer les potentialités des forces productives humaines, telle qu'elle est aujourd'hui avec une dilapidation toujours plus folle de ces forces productives, jusqu'aux formes que prendra en la détruisant, la société nouvelle.

(1) Réunion générale de Gênes, novembre 1961, rapport sur les «Questions d'économie marxiste», 3e partie.

(2) Aujourd'hui la mode est à la prolifération de «petits boulots» ou d'«emplois

d'intérêt général», aussi inutiles que les emplois de serviteurs d'autrefois et plus mal payés, mais qui ont l'avantage de faire diminuer les statistiques du chômage, donc de dissimuler cet énorme gaspillage de forces productives que constituent les millions de chômeurs. Mais contrairement à ce que croient et veulent faire croire les réformistes, la société capitaliste n'est pas capable de faire disparaître le chômage en réduisant radicalement le temps de travail: seule la société communiste, basée non sur l'extorsion du profit et la production de marchandises, mais sur les besoins de l'humanité dans son ensemble, pourra le faire en supprimant les intérêts particuliers des capitalistes, des entreprises et des économies nationales après que la révolution ait détruit toutes les organisations et institutions politiques, juridiques, militaires et étatiques qui les défendaient.

Guerre, misère, massacres : fruits sanglants du «processus de paix» au Moyen-Orient

(Suite de la page 1)

islamique (bien que ces attentats aient eu lieu dans des zones sous contrôle israélien et par des palestiniens qui y vivaient, ce sont les territoires autonomes qui sont soumis au blocus!) et qui n'est toujours pas levé à l'heure actuelle, a provoqué une situation de quasi famine et ont des conséquences dramatiques sur l'état sanitaire de la population, sans parler du nouveau coup porté à une économie précaire. L'autoritarisme des autorités palestiniennes ne cesse de se renforcer à mesure que s'accroissent les tensions et les pressions israéliennes en faveur d'une répression plus efficace des mouvements d'opposition aux accords de paix.

En dépit de - ou plutôt grâce à - ces accords de paix, le processus de colonisation israélienne a continué et s'est même accéléré. La construction de logements dans les colonies de peuplement (attitude qui était tant reproché au gouvernement de droite du Likoud) a atteint un record en 1995 sous le gouvernement travailliste, qui d'autre part n'a pris aucune mesure contre les petits foyers coloniaux les plus extrémistes. La construction de nouvelles routes, sur des terres palestiniennes confisquées, pour relier entre elles toutes les colonies et morceler les territoires palestiniens (ainsi que d'autres travaux d'infrastructure) a connu une accélération sans précédent. D'après les négociations menées dans le cadre du processus de paix, l'armée israélienne devait se retirer de la ville d'Hébron et d'autres régions. Outre le fait que les israéliens ont suspendu ce retrait sans se soucier des accords qu'ils avaient signé (qui a la force a le droit), ces négociations ont eu comme résultat qu'Israël a fait reconnaître non seulement l'intangibilité de la plupart des colonies existantes mais l'annexion en pratique de 70 % de la Cisjordanie (les palestiniens se voyaient royalement concéder leur autorité sur 3% du territoire, tandis que dans les 27% restant où vit 70% de la population, les israéliens conservent leurs prérogatives de maintien de l'ordre, les palestiniens n'étant autorisés qu'à remplir des tâches municipales) (3): ce fameux processus de paix, qui laissait en plus de côté les centaines de milliers de réfugiés palestiniens vivant misérablement à l'extérieur des frontières israéliennes, est en réalité un processus de colonisation!

L'IMPASSE DE L'ISLAMISME RADICAL

Par ailleurs le gouvernement Pérez qui s'était engagé à libérer les prisonniers palestiniens, maintient toujours en détention plusieurs milliers d'entre eux, véritables otages des autorités israéliennes, et conti-

nue à pratiquer les méthodes répressives habituelles (une loi vient même d'officialiser la pratique de la torture) dans les zones qu'il contrôle. Il ne faut donc pas chercher bien loin les raisons de la persistance de l'opposition aux accords avec Israël - même parmi ceux qui ont plébiscité Arafat lors des élections dans les territoires autonomes - et l'attrait exercé sur la frange la plus défavorisée de la population par les islamistes, quasiment la seule force à prôner dans les discours et dans les faits la poursuite de la lutte armée contre Israël. La vague d'attentats suicide indique combien est grand le désir de lutte et le désespoir parmi les palestiniens les plus déshérités. Mais l'islamisme radical ne représente pas une alternative pour la lutte d'émancipation; il n'est qu'une **impasse mortelle** pour les opprimés à qui il ne laisse d'autre choix que le suicide ou la résignation au statu-quo. Car en réalité le mouvement Hamas, dirigé par des notables soucieux de ne pas laisser échapper les quelques fructueuses opportunités qui se dessinaient, était en train de suivre à une allure accélérée le même chemin que l'OLP vers l'accommodement avec Israël lorsqu'ont éclaté les attentats suicide; des accords tacites aient été passés avec Arafat et des négociations discrètes avaient déjà commencé avec le gouvernement de Pérez, au point que les attentats avaient probablement comme but moins de faire capoter le «processus de paix» que de tenter de faire capoter ce virage du mouvement. La répression déclenchée par les autorités palestiniennes ne pourra pas bloquer une évolution commandée par la nature sociale intégralement bourgeoise de ce mouvement: les prolétaires palestiniens resteront seuls face à l'exploitation et l'oppression des bourgeoisies israéliennes et palestiniennes.

Seule l'union des prolétaires de la région contre toutes les bourgeoisies et leurs Etats, avec la solidarité agissante des prolétaires en lutte des métropoles impérialistes, pourra par la lutte révolutionnaire desserrer l'étoupe qui enserré les masses opprimées du moyen-orient, briser l'union sacrée qui en Israël enchaîne les prolétaires juifs à leur Etat et à leur bourgeoisie, et mettre fin à l'interminable calvaire des populations du Moyen-Orient en instaurant une **paix véritable** puisque fondée sur les ruines du capitalisme.

(1) Excusés par le sinistre Jospin qui n'y a vu qu'une riposte justifiée mais disproportionnée!

(2) cf «Le Proletaire» n°423, oct. 93.

(3) cf «Le Monde Diplomatique», décembre 95.

El programa comunista No 43 - Diciembre de 1995

- La burghesia ha celebrado la «Liberación» y el fin de la guerra mundial
- El capitalismo soviético en crisis (1)
- Siguiendo el hilo del tiempo: ¿ Para poner los puntos sobre las les!
- A la memoria de la vieja guardia

Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

Brésil

Le 17 avril la police brésilienne réprimait violemment une manifestation de paysans sans terre dans l'Etat de Pará, faisant des dizaines de blessés et au moins 23 morts (dont un enfant de 3 ans); un nombre indéterminé de paysans ont été portés disparus, ce qui laisse craindre que le nombre de morts soit plus élevé. La police a affirmé que les paysans ont attaqué les policiers, contraignant ceux-ci à riposter. La réalité est bien différente: il s'agit d'un carnage délibéré perpétré par la police à l'instigation des grands propriétaires terriens. Arrivés à la suite d'un barrage routier organisé par les paysans et ouvriers agricoles, les représentants des autorités dirent aux manifestants de se réunir une heure avant le massacre afin de trouver une solution. Mais ce sont des camions de police qui se présentèrent et ouvrirent immédiatement le feu sur le rassemblement. L'examen des cadavres montrera en outre qu'au moins 10 manifestants avaient été exécutés à bout portant d'une balle dans la tête.

Déjà en août 95 un détachement militaire avait attaqué un groupe de paysans occupant des terres dans l'Etat de Rondonia, causant la mort de 11 paysans au moins. On apprendra par la suite que plusieurs de ces paysans s'étaient rendus aux militaires et avaient été ensuite assassinés de sang froid. Aucune action judiciaire n'a bien entendu été ouverte pour ces crimes. Les organisations paysannes estiment qu'au cours des dix dernières années de 800 à 1000 paysans et militants ruraux ont été assassinés par les forces de répression brésiennes. En vingt ans 32 massacres de paysans ont été dénombrés.

La manifestation d'environ 1500 personnes de Pará avait été organisée dans le cadre d'une campagne déclenchée par le *Movimento dos Sem-Terra* (Mouvement des paysans sans-terre qui affirme représenter 150.000 familles) dans de nombreux Etats pour protester contre la timidité de la réforme agraire décidée par le gouvernement.

D'après les chiffres officiels presque un quart de la population active vit de l'agriculture, soit 14 millions sur 62 millions (la population totale du Brésil est de 147 millions d'habitants). Sur ces 14 millions de travailleurs, 6 millions sont officiellement classés comme pauvres tandis que 4 millions n'ont pas de ressources fixes de revenu et sont contraints d'accepter des conditions de travail quasi-esclavagistes (1). Le nombre de propriétaires terriens est supérieur à 3 millions, mais la plupart sont de tout petits propriétaires, alors que 58.000 grands propriétaires possèdent à eux seuls la moitié des terres agricoles, dont une grande partie n'est pas cultivée: 1% des propriétés occupent 44% du territoire brésilien! Selon le MST 4,8 millions de paysans sans terre pourraient être facilement établis sur les 115 à 180 millions d'hectares non cultivés par les grands propriétaires terriens. Le gouvernement a lancé une réforme agraire qui devrait en 4 ans attribuer des terres à 280.000 familles; il affirme avoir déjà attribué des terres à 43.000 familles l'an dernier et prévoit d'en attribuer à 60.000 cette année. Ces chiffres sont contestés par les organisations paysannes. Selon les représentants du MST dans l'Etat de São Paulo, l'Etat le plus touché par les conflits agraires, «pas une seule famille n'a eu de terres, et les 30.000 personnes qui campent sur des terres occupées ou sur le bord des routes attendent toujours». D'autre part le nombre de pay-

sans chassés de leurs terres par les grands propriétaires ou par la misère est supérieur aux chiffres avancés des bénéficiaires de la réforme gouvernementale. 100.000 paysans auraient quitté la campagne l'an dernier selon le MST qui affirme que sans une réforme agraire plus radicale «davantage de problèmes sociaux dans les villes et davantage de violence dans les campagnes sont inévitables». Le MST affirme aussi que le dixième des sommes accordées par l'Etat pour sauver les banques brésiennes menacées de faillite suffirait à résoudre la question agraire. Proche de l'organisation réformatrice *Partido dos Trabalhadores* (PT), le MST tout en organisant des occupations de terre (168 dont 57 depuis le début de l'année), suit essentiellement une stratégie de simple pression sur les autorités. C'est ainsi qu'une feuille pro-impérialiste peut écrire que «le modèle préféré de réforme agraire par le MST n'est pas particulièrement radical» (2)... Parmi ses revendications centrales on trouve par exemple, outre la démission du ministre de l'Agriculture, que le président de la République prenne directement la responsabilité de la réforme agraire, que l'INCRA (Institut pour la réforme agraire) soit directement contrôlé par la Présidence et que des crédits supplémentaires lui soient accordés. Il est vrai que le ministre de l'Agriculture, père de la réforme agraire gouvernementale, est lui-même l'un de ces grands propriétaires terriens ultra-réactionnaires (il réagira au massacre de Pará en accusant... le MST!).

Devant l'indignation générale causée par le massacre, le président Cardoso va révoquer son ministre de l'Agriculture, oublier ses attaques contre le MST et se lancer dans des dénonciations indignées des auteurs de la tuerie, contre qui il promet un jugement sévère. Le crédit qu'il est possible d'attribuer aux déclarations présidentielles peut se mesurer au fait que le ministre de la Justice a été envoyé dans l'Etat de Pará pour s'enquérir de la situation. Or les associations paysannes demandent la démission de ce ministre, riche banquier, pour ses responsabilités dans l'enterrement judiciaire de la tuerie d'août 95! En outre ce ministre de la Justice, dans le cadre de l'action gouvernementale en faveur des droits de l'homme (1), vient tout juste de faire adopter au début de l'année par le gouvernement un décret sur les terres indiennes appelé par les organisations de défense de ces derniers «un coup mortel contre les droits des indiens brésiliens». Tout en prétendant consacrer les droits des indiens, ce décret est présenté par le ministre comme répondant aux nécessités du développement du pays: «il y aura des stimulus pour le développement, attirant des flux de capitaux de l'est vers l'ouest et du sud vers le nord, couvrant précisément la région où la densité démographique des indiens est la plus grande». Grâce à ce décret plus d'un millier de demandes d'exploitation des terres théoriquement garanties aux indiens ont été déposées par des sociétés minières, forestières et autres, ce qui l'a fait baptiser la «charte pour les spéculateurs»...

On voit donc quelle peut être la sincérité de l'indignation du Président Cardoso et ce qu'on peut attendre de son éventuelle implication directe dans la réforme agraire! De nombreux bourgeois s'inquiètent de la détérioration de la situation sociale dans les campagnes. Le chef des services secrets a déclaré que le MST pourrait devenir un grave problème si une solution rapide n'était pas trouvée à la question agraire et les chefs de l'armée ont averti qu'ils

pourraient «se trouver entraînés dans des opérations (anti-insurrectionnelles) de basse intensité» (3). Les réformistes veulent toujours croire et faire croire que l'Etat - ou le Président en l'occurrence - est une institution au-dessus des classes qui peut donc intervenir pour faire respecter la Justice contre les capitalistes ou une partie d'entre eux. Mais même si les propriétaires terriens ont sans aucun doute un poids beaucoup moins grand dans la classe dirigeante qu'il y a trente ou cinquante ans, jamais l'Etat bourgeois ne se placera du côté des masses paysannes déshéritées ni même ne restera neutre dans les conflits entre celles-ci et la grande propriété foncière. A plus forte raison le gouvernement actuel dans lequel sont présents les représentants politiques des grands propriétaires, lancé dans une politique de libéralisation économique et d'appel aux investisseurs capitalistes internationaux, ne va pas se risquer à contester le sacro-saint droit de propriété!

Le réformisme du MST a fait le jeu du gouvernement Cardoso qui vient de remanier l'Institut pour la réforme agraire en le rattachant directement à la présidence et en nommant une personnalité «de gauche» à sa tête, et de promettre une accélération de la réforme agraire. Il affirme que des poursuites seront engagées contre les 150 policiers qui ont participé au massacre organisé à Pará. Et il a proposé d'organiser une table ronde pour piloter la réforme entre le MST, les organisations paysannes dépendant de l'Eglise et... les associations de grands propriétaires terriens!

Les prolétaires de la campagne ne pourront trouver de salut dans une telle réforme agraire concédée par le gouvernement et les propriétaires. Seule leur lutte ouverte et générale pourra arracher des concessions à l'Etat et résister à la pression des grands propriétaires; et seule leur union avec la lutte des prolétaires des villes, eux-mêmes soumis à l'exploitation capitaliste la plus bestiale et la misère la plus noire (4), pourra donner la possibilité d'en finir définitivement avec la misère, l'oppression et l'exploitation, en se donnant comme objectif le renversement d'une société fondée sur la propriété privée et le privilège de classe.

(1) Selon un rapport de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique, le nombre de pauvres et d'indigents s'élèverait au total à 58 millions de personnes, soit 41% de la population. L'IBGS distingue l'état de *pauvreté*, situation où la population ne possède pas un revenu suffisant pour couvrir les nécessités de base en matière de nourriture, d'habitation, d'habillement et de transports (42 millions de personnes, soit 30% des brésiliens), de l'*indigence*, situation dans laquelle la population n'arrive même pas à subvenir à ses seules nécessités alimentaires de base (16,6 millions de personnes, soit 12% des brésiliens); 43 % de ces indigents vivent à la campagne. Le rapport appelle «l'Inde brésilienne» les régions du nord-est et les campagnes où la moitié de la population vit en situation de pénurie. Les «pauvres métropolitains», au nombre de 12 millions, sont concentrés dans les gigantesques concentrations urbaines (à Rio et São Paulo, ils sont estimés à 3 millions), où ils atteignent parfois presque 50 % de la population (48% à Recife, 43% à Belém, etc.). L'IBGS conclue en préconisant diverses mesures sociales, comme l'établissement d'un revenu minimum ou des mesures pour freiner l'exode rural,

dans le but d'éviter l'augmentation de misère urbaine ce qui «est le plus grand défi au gouvernement». cf «*Gazeta Mercantil*», 21/12/94.

(2) cf «*Brazil Report*», 2/5/96.

(3) Ibid.

(4) Un symptôme particulièrement révélateur de la misère et de la répression sanglante par les défenseurs de ce que l'on appelle «l'ordre» établi, a été donné par la condamnation le 2 mai à 309 ans de prison d'un policier reconnu coupable de l'assassinat de 8 enfants des rues. Le gouvernement a laissé faire ce procès dans le cadre de ses efforts pour se donner une image de défenseur des droits de l'homme et donner l'impression que les policiers ne sont plus au-dessus des lois. En réalité la pratique des «escadrons de la mort», en parallèle avec les occupations par l'armée de certaines *favelas*, est devenue une réalité bien établie qui va assurément continuer. On estime que chaque année ces escadrons sont responsables de l'assassinat de 1.200 enfants à Rio de Janeiro (la ville où le nombre de meurtres par habitant est le plus élevé au monde), dans une impunité presque totale (à ce jour seuls 4 policiers ont été jugés et condamnés). Ces défenseurs de l'ordre, composés de policiers et de militaires, sont de même avec la pègre et les trafiquants de toute espèce, notamment de drogue, et les politiciens locaux. cf «*El País*», 6/12/94.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI !

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ !

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.